



Les sections CGT Finances 44

(IMPOTS-TRESOR-DOUANES-PENSIONS-DGCCRF-INSEE)

L'esprit de conquête

DECLARATION LIMINAIRE

Les délégués CGT au CDAS de LOIRE-ATLANTIQUE veulent alerter les membres du CDAS sur la qualité de vie des agents du Minéfi.

Vous n'êtes pas sans ignorer notre inquiétude quant à l'avenir des nos missions, nos interrogations à propos de notre retraite. Vous n'êtes pas sans percevoir combien la baisse de notre pouvoir d'achat, la dégradation de nos conditions de travail ont de conséquence sur notre vie même.

Le projet de fusion DGI-DGCP accroît de façon considérable cette incertitude du lendemain, d'autant plus que face aux nombreuses questions, nous n'avons guère de réponses, et que ce projet est mené à marche forcée (17 ateliers devront rendre leurs conclusions d'ici la fin de l'année et nous ajoutons qu'aucun représentant des personnels ne participe à ces groupes de travail !)

Parfois la démoralisation est totale. Les agents n'ont plus aucune lisibilité sur la politique du ministère et savent que l'objectif de nos directions est la réduction des emplois au détriment de la qualité du service et des conditions de travail.

Seules la conscience professionnelle et la haute idée dont se font, du service public, les agents, tiennent encore l'édifice.

Si, aux questions professionnelles, se greffent des problèmes familiaux ou (et) budgétaires, ou inversement, la situation devient intolérable.

La mise en place d'un dispositif d'aide et de soutien aux agents en difficulté, la circulaire relative aux missions de service social sont sans doute les signes d'une volonté affichée de prendre en compte ces problèmes. La Cgt ne peut que s'en réjouir.

Nous demandons à nos directions de cesser de penser management et logique budgétaire mais organisation du travail pour l'intérêt commun : celui des usagers et celui des agents.

Par ailleurs nous souhaitons déposer des revendications, que nous compléterons au fur et à mesure. Nous demandons :

- Une augmentation du budget des services sociaux
- Une augmentation du budget d'initiative local
- Une augmentation de la valeur faciale du chèque restaurant au delà de l'arrondi à 5euros soit dans un premier temps à 7euros avec une participation de l'employeur à 60%. Nous tenons à rappeler que pour la CGT la restauration à proximité du lieu de travail, la qualité des repas et l'harmonisation tarifaire constituent une priorité.
- La relance de la politique des chèques-vacances en révisant par exemple les conditions d'accès
- Une visite médicale par an pour tous
- L'inscription au PV de la présente réunion du CDAS de l'insuffisance des moyens humains des services sociaux de LA notamment en médecins de prévention.
- Une véritable politique d'aides et prêts aux agents en tenant compte des réalités environnementales (grenelles de l'environnement)
- La simplification des procédures d'obtention de ces prêts